



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 25/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE

rue André Chenier - BP 80050
71100 Chalon-sur-Saône

Références : -

Code AIOT : 0005401220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté 27 RUE ANDRE CHENIER #468 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE
- 27 RUE ANDRE CHENIER #468 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de bouteilles en verre.

Thèmes de l'inspection :

- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	ARF : mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande d'action corrective	3 mois
6	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Demande d'action corrective	3 mois
7	Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
8	Installations des protections : Vérification complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
9	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organismes compétents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17	Sans objet
2	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
4	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
5	Notice de vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Durant l'inspection, 5 non-conformités ont été relevées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organismes compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont reconnus organismes compétents au titre de la présente section les personnes et organismes qualifiés par un organisme indépendant selon un référentiel approuvé par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les études ont été réalisées par la société DEKRA et Protibat. Les personnes qui ont réalisées les études sont respectivement habilitées F2C et Qualifoudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Analyse Risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente en séance l'analyse du risque foudre réalisée sur le site du 04/09/2009 au 18/09/2009 par la société DEKRA. Cette analyse identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée et l'ARF conclut sur la nécessité d'une protection contre la foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : ARF : mise à jour

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate en séance l'absence de mise à jour de cette analyse depuis 2009. L'exploitant reconnaît qu'une mise à jour de l'étude est nécessaire et indique le jour de la visite avoir sollicité des devis pour procéder à une nouvelle évaluation. L'inspection rappelle la nécessité de procéder à cette réévaluation au regard des modifications</p>

des installations sur le site depuis 2009. Constat 1-18072024 : Non-Conformité : Absence de mise à jour de l'ARF depuis 2009 malgré des modifications d'installations qui peuvent avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour l'analyse du risque foudre (ARF)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : L'inspection consulte en séance l'étude technique réalisée le 24/09/2010 par la société Protibat suite à l'analyse du risque foudre de 2009. Cette étude définit précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle néanmoins la nécessité de réaliser une nouvelle étude technique en fonction de la prochaine analyse du risque foudre réalisée sur le site (cf. constat précédent).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Notice de vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.
Constats :

L'inspection constate qu'une notice de vérification et de maintenance a bien été rédigée lors de l'étude technique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de carnet de bord le jour de la visite. L'inspection rappelle que les chapitres qui doivent figurer dans ce carnet de bord doivent être rédigés lors de l'étude technique. Constat 3-18072024 : Non-conformité : Absence de carnet de bord tenu par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre en place un carnet de bord relatif à la gestion du risque foudre (ARF)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installation des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre optionnel
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer le jour de la visite si l'ensemble des installations des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisés à l'issue de l'étude technique. L'inspection rappelle la nécessité de mettre en place les dispositifs de protection et les mesures

de prévention qui répondent aux exigences de l'étude technique. Constat 3-18072024 : Non-conformité : Absence de mise en place des dispositifs de protection et des mesures de prévention qui répondent aux exigences de l'étude technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Nécessité de mettre en place les dispositifs de protection et les mesures de prévention qui répondent aux exigences de l'étude technique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Installations des protections : Vérification complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.
Constats : L'installation des protections n'a pas fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations n'a pas fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Constat 4-18072024 : Non-conformité : L'installation des protections n'a pas fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation et l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations n'a pas fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser la vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, de l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une

<p>vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique le jour de la visite que les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas relevé ces dispositifs et procédé aux éventuelles vérifications réglementaires nécessaires.</p> <p>Constat 5-18072024 : Non-conformité : Absence de relevé des dispositifs d'enregistrement d'agression contre la foudre et de mise en place et des éventuelles vérifications réglementaires nécessaires en cas d'agression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place un relevé des dispositifs d'enregistrement d'agression contre la foudre et Mettre en place des éventuelles vérifications réglementaires nécessaires en cas d'agression.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>